

Recherches sociographiques



Olivier LEMIEUX, *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 160 p.

Julien Prud'homme

Volume 62, numéro 3, septembre–décembre 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1088535ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1088535ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Prud'homme, J. (2021). Compte rendu de [Olivier LEMIEUX, *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 160 p.] *Recherches sociographiques*, 62(3), 671–673. <https://doi.org/10.7202/1088535ar>

pour l'histoire – tous regroupements dont se réclament Bouvier et Courtois – qui s'émeuvent de la piètre conscience historique des Québécois alors même qu'elle se moule au régime de vérité qui les affriandent.

Venons-en à la dernière section de l'ouvrage, qui porte sur les débats actuels en enseignement de l'histoire. Outre l'article de Lanoix et Warren, qui nous ramène avec bonheur sur le terrain de l'analyse nuancée, sans que ces derniers recourent une seule fois à la notion de bon-ententisme – ce qui est éloquent –, les textes de cette section, raboteux dans leur forme, sont signés Félix Bouvier. Disons qu'il s'agit d'écrits gênants pour l'entreprise savante. Conquétiste et indépendantiste effréné, l'historien-didacticien, pour qui tout interprète qui ne partage pas ses idées est un conspirateur anti-Québécois, voit partout du complot, de la part de collaborateurs fédéralistes à la solde des Anglais, contre le peuple québécois et l'intégrité réputée de son histoire nationale. Plutôt que d'argumenter avec intelligence, Bouvier multiplie les procès d'intention, demi-vérités, citations décontextualisées, faussetés rapportées et affirmations fallacieuses pour construire une thèse qui se résume à ceci : dans les années 2000, avec l'aide d'un allié au MEQ, un trio de bon-ententistes, tous professeurs à l'Université Laval, tente un putsch pour dépolitiser, déconflictualiser et dénationaliser l'histoire du Québec enseignée aux jeunes afin de lui substituer un récit rassembleur, inclusif, multiculturaliste et *Canadianist*, récit favorable aux intérêts de la communauté anglo-québécoise, si ce n'est anglo-canadienne. Heureusement, par suite de la réaction opportune d'invétérés défenseurs de l'histoire réaliste et objective, celle qui privilégie la matrice nationale, la conjuration est anéantie et les manœuvriers culbutés.

Le lecteur jugera s'il faut rire ou pleurer de pareille sornette.

Jocelyn LÉTOURNEAU

Université Laval

Jocelyn.Letourneau@celat.ulaval.ca

Olivier LEMIEUX, *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 160 p.

Pour déchiffrer les débats sur l'histoire, pourquoi ne pas en faire l'histoire? Frappé par la virulence du débat de 2006 à 2014 sur le cours d'histoire du Québec au secondaire, l'auteur veut « comprendre pourquoi l'enseignement de l'histoire nationale [...] est souvent au centre de controverses » (p. 1). Comme il l'explique au chapitre 1, son travail repose sur des documents publics et d'archives et sur dix-huit entrevues d'acteurs impliqués dans l'élaboration des programmes d'histoire depuis 1961. Il y a quelques belles prises, dont d'anciens fonctionnaires. La variété des sources permet à Lemieux d'offrir un récit plus complet que les études déjà publiées sur le sujet. Le récit se découpe en trois périodes correspondant chacune à un « cycle » de consultation, de rédaction et de mise en œuvre d'un programme.

Le chapitre 2 commence avec la commission Parent. Les mémoires adressés à la commission parlent peu d'histoire mais les commissaires, sur ce point comme sur

d'autres, innovent de leur propre chef. Le chapitre du rapport Parent qui traite de l'histoire est écrit par Jeanne Lapointe qui défend une histoire socioéconomique en phase avec les progrès de la discipline. En 1966, le ministère de l'Éducation nomme un responsable de l'histoire, Denis Vaugeois, entouré d'un comité. Lemieux documente l'histoire de ce comité puis de la « direction des programmes en sciences de l'homme » qui lui succède. Cette bureaucratie accouche d'un programme d'histoire du Québec vite ficelé en 1967 puis étoffé en 1970. Lemieux décrit ces programmes comme « à cheval entre une histoire nationale et une histoire sociale » (p. 43), comme si ces termes s'opposaient. Il dresse un tableau vivant des associations d'enseignants d'histoire qui se côtoient alors : leurs rivalités sont un moteur important du débat, même si les enseignants revendiquent surtout le retour d'un cours obligatoire d'histoire nationale au secondaire, obtenu en 1974-1976.

Le chapitre 3 conte l'histoire qui va du *Livre vert* de 1977 au *Livre orange* de 1979 puis à l'enfancement bariolé d'une nouvelle génération de programmes pour toutes les matières, dont le cours d'histoire du Québec de secondaire 4 en 1982. La Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ), sortie grandie des débats des années 1970, s'immisce dans l'élaboration de ce programme. Elle crée son propre comité et, selon un informateur, « la plupart des idées proposées par le [ministère] découlaient des travaux de la SPHQ » (p. 76). La diversification des thèmes (histoire des femmes, des ouvriers) fait dire à Lemieux qu'on y trouve une « adhésion à l'histoire sociale [qui] ne semble pas entraîner le rejet d'une trame nationale » (p. 80). Les enseignants sont satisfaits du contenu, leurs griefs portant sur la logistique ou l'évaluation (l'épreuve unique de 1987 est une catastrophe).

Le chapitre 4 montre un schéma similaire : une réforme plus globale entraîne la réécriture des cours d'histoire, inspirée de la kyrielle de rapports produits, de 1994 à 1997, par le comité Corbo, les États généraux sur l'éducation et le groupe Inchauspé. S'y ajoute le groupe Lacoursière sur l'enseignement de l'histoire, né de préoccupations civiques et de demandes d'enseignants. Lemieux montre comment la réforme laisse le champ libre à une poignée d'acteurs qui maîtrisent les leviers administratifs. Ces joueurs promeuvent une vision précise de ce que devraient être un programme en général (la « "nouvelle mission des disciplines [est] de se mettre au service de la formation" », p. 110) et le programme d'histoire en particulier, dans une atmosphère de conflit permanent avec la SPHQ. Il n'est pas étonnant que leur programme d'histoire nationale suscite en 2006 une polémique qui s'amplifie. Lemieux analyse le débat, qu'il voit à la fois comme un chapitre de la querelle entre les « écoles » historiques de Québec et Montréal et comme une bataille sur la réforme pédagogique. Il conclut abruptement que le rapport Beauchemin-Fahmy-Eid de 2014 et le programme en 2017 « marque[nt] la clôture de la controverse » (p. 127).

Au chapitre 5, Lemieux tire des leçons de ce demi-siècle. Il note le caractère factice des consultations de 1994-2006, qui n'ont servi qu'à valider les préférences d'une poignée d'initiés. Cela dit, Lemieux ne croit pas que le détail du programme ou des débats entre historiens et didacticiens explique le « psychodrame » de 2006-2014 : la polémique découlerait plutôt de la conjoncture de l'opinion publique, à un moment où la crise de l'identité nationale accroît la charge politique de l'histoire. Cette conclusion a du mérite et elle paraîtrait plus solide si on situait le Québec

dans le contexte mondial des « guerres culturelles ». La réflexion gagnerait aussi en profondeur si Lemieux consacrait quelques pages, même rapides, au dénouement de la crise, du comité Beauchemin-Fahmy-Eid au programme de 2017. Enfin, Lemieux devrait abandonner l'opposition entre « histoire sociale » et « histoire nationale », qui n'aide en rien son propos. Le livre, desservi par une révision linguistique déficiente, est utile et intéressant. Il aide à appréhender les controverses sur l'histoire ou sur d'autres cours, comme celui d'Éthique et culture religieuse. Qui plus est, il offre un modèle d'histoire politico-administrative : Lemieux montre avec brio comment un enjeu important peut être façonné dans l'ombre, par des luttes qui, même menées à l'échelle apparemment triviale de quelques fonctionnaires et d'une « petite » société civile, n'en sont pas moins profondément politiques.

Julien PRUD'HOMME

Université du Québec à Trois-Rivières
Julien.Prudhomme@uqtr.ca

Stéphane LÉVESQUE et Jean-Philippe CROTEAU, *L'avenir du passé. Identité, mémoire et récits de la jeunesse québécoise et franco-ontarienne*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2020, 271 p.

Il est des ouvrages en phase avec les débats sociaux, politiques et théoriques de l'heure. *L'avenir du passé* en est un. Sa publication survient au moment où dans l'espace public se pose la question de l'identité et celle de la perte des repères historiques chez les jeunes. L'identité de sexe ou de genre est par exemple matière à discussion dans leurs rangs, comme l'est également l'identité nationale dans un contexte où est mis en cause le nationalisme ambiant, et ce, par-delà l'arène politique. Le sentiment d'appartenance, susceptible de fournir une « sécurité ontologique » (Giddens) aux individus, connaît des ratés au Québec comme ailleurs. L'identité chez les jeunes, en raison même de leur âge et de leur position sociale, devient une affaire personnelle et, de ce fait, relève d'une « identité plurielle ».

En sociologie, l'identité se conçoit théoriquement en termes de subjectivation ou d'individualisation et l'on convient, de nos jours, qu'elle se forme à l'échelle individuelle, chacun tendant à se définir de son propre chef. Il importerait dans cette veine d'agir par soi-même en cherchant à se soustraire aux contraintes extérieures à sa propre personne et en revendiquant des droits individuels. Ces droits, certes octroyés dans le feu de luttes collectives, contribueraient néanmoins à la fragmentation, pour ne pas dire l'effritement de l'identité, de l'identité nationale plus particulièrement. Mais qu'en est-il exactement dans les faits? L'ouvrage de Stéphane Lévesque et Jean-Philippe Croteau envisage le sujet à la lumière d'une étude solide, rigoureuse et fort bien étayée, écrite de surcroît dans une langue claire et soignée.

Nos auteurs s'emploient dans ce livre à répondre à trois questions : quelle est la vision historique des jeunes francophones au Québec et en Ontario? Partagent-ils un patrimoine mémoriel et historique commun? Ont-ils recours au passé pour se forger une identité citoyenne? À cette fin, l'étude cherche à saisir la notion de Canada